



CONSEIL POLITIQUE SUR LA GOUVERNANCE TERRITORIALE MULTINIVEAUX ET LE FINANCEMENT DURABLE

Mercredi 10 février 2021, 15h00-17h00 CET

Inscrivez-vous ici : https://us02web.zoom.us/meeting/register/tZUucO6rqTgsHNVI-sHvRxcNRnlZtiERJ_dr

Personnes de contact de l'équipe de CGLU : Massimo Perrino, Mathilde Penard :
policy@uclg.org

L'interprétation sera disponible en français, anglais et espagnol.

Les Conseils politiques sont des mécanismes d'élaboration de politiques au sein de CGLU qui sont dirigés par des élu·e·s locaux. Ils permettent de renforcer le débat politique de notre Organisation mondiale et d'élaborer des recommandations politiques en rapport avec des sujets stratégiques.

Le Conseil politique sur la Gouvernance territoriale multiniveaux et le financement durable s'est penché, depuis sa création, sur les moyens de mettre en œuvre une approche territoriale intégrée du développement, en accordant une attention spécifique aux questions de gouvernance, de décentralisation et de cohésion territoriale à travers son accompagnement des recherches effectuées dans le cadre des rapports de l'Observatoire mondial sur la décentralisation et la démocratie locale (rapports GOLD). À cet égard, le Conseil politique portera une attention particulière à la **perspective territoriale**, au **continuum urbain-rural** et à la mise en œuvre d'une **relance verte, juste et équitable** pour toutes les villes et régions face à la crise de la Covid-19.

La réunion permettra aux conseiller·e·s politiques de débattre de propositions concrètes basées sur l'agenda renouvelé du Conseil politique, en se basant sur l'**accès au financement local** et aux **mesures d'urgence**, et sur les changements dans la gouvernance et la **co-gouvernance**, ainsi que de développer une première feuille de route d'action basée sur les idées discutées lors de la réunion préparatoire.

Agenda de la session

1. Introduction par les coprésident·e·s du Conseil politique

a. Modérée par **Emilia Saiz**, secrétaire générale de CGLU

- **Pablo Jurado**, président du Consortium des gouvernements de provinces autonomes d'Equateur (CONGOPE), vice-président de CGLU pour le Forum des régions
- **Geoffrey Makhubo**, maire de Johannesburg
- **Núria Marín**, maire de l'Hospitalet de Llobregat (Espagne), présidente du Conseil provincial de Barcelone
Représentée par :
 - **Pilar Díaz**, maire d'Esplugues de Llobregat, députée à la présidence, Conseil provincial de Barcelone

2. Discours inspirants de nos invité·e·s spéciaux·les

- **David Jackson**, directeur, Financement du développement local, FENU
- **Philipp Rode**, directeur exécutif, London School of Economics – Cities
- **Barbara Samuels**, directrice exécutive de Global Clearinghouse for Development Finance, conseillère CGLU-UBUNTU

3. Discussion ouverte des conseillers·ères politiques

a. Modérée par **Octavi de la Varga Mas**, secrétaire général de Metropolis

- **Garth Frizzell**, conseiller municipal de Prince George, président de la Fédération canadienne des municipalités (FCM)
- **Madelaine Alfelor**, maire d'Iriga, trésorière de CGLU
- **Cemal Baş**, conseiller municipal de Keçiören
- **Ahmed Aziz Diallo**, maire de Dori
- **Steven Heddle**, conseiller municipal des îles Orcades, porte-parole pour l'environnement et l'économie de la Convention des autorités locales écossaises (COSLA)
- **Emilio Jatón**, maire de Santa Fe
- **Benoît Pilet**, adjoint au maire d'Angers

Représentant·e·s des conseiller·e·s politiques :

- **Santiago Saura Martínez de Toda**, conseiller municipal pour l'internationalisation et la coopération, Madrid
- **Åstrid Dessel**, maire d'Anglès, vice-présidente de l'Association des municipalités catalanes (ACM)

Équipes :

- Edwin Miño, directeur exécutif, CONGOPE
- Alicia Trejo, représentante internationale, CONGOPE
- Toni Montseny, directeur des relations internationales, Conseil provincial de Barcelone
- Olivia Paton, cheffe du bureau de la stratégie européenne et internationale, Conseil provincial de Barcelone
- Simphiwe Mdingi, directeur adjoint du protocole, Johannesburg
- Lluís Corominas, directeur de la fondation pour la transparence, Association catalane des municipalités (ACM)
- Mireia Huerta, responsable des affaires internationales, ACM
- Elena Pierce, conseillère de la gouvernance, des politiques et des réseaux, FCM
- Inna Dozortseva, cheffe de la division des affaires internationales, Krasnoïarsk
- Rashid Seedat, chef de département : Unité de support à la prestation, Bureau du Premier ministre du Gauteng

Les priorités envisagées pour la prochaine étape prévoient d'impliquer l'ensemble du réseau dans les domaines suivants :

- Mettre l'accent sur la nécessité d'établir une **relation symbiotique entre les différentes sphères du gouvernement** afin de promouvoir un environnement propice à la réalisation d'objectifs harmonisés.

- Considérer le **continuum rural-urbain et l'approche territoriale comme points de départ** essentiels pour appréhender l'ère urbaine et garantir la cohésion en agissant dans le cadre de systèmes de villes.
- Renforcer l'incidence politique des collectivités territoriales au niveau national et international au moyen de recommandations pratiques et d'analyses fondées sur des données, en particulier sur la question de la **localisation du financement en appui au développement durable**.
- Mettre en évidence la nécessité de continuer à plaider en faveur du financement des collectivités territoriales tout en **reconnaissant l'écosystème plus large des acteurs financiers publics et privés** qui participent au financement du développement local et territorial.
- Renforcer et **mettre en place de nouveaux partenariats multipartites impliquant les gouvernements nationaux et le secteur privé** afin de créer un environnement propice permettant aux villes et aux régions de mobiliser des financements.
- Étudier le besoin de **réinventer la gouvernance au regard des situations d'urgence croissantes**, en tirant les leçons de l'Initiative « Gouvernance de l'urgence dans les villes et les régions », menée conjointement par CGLU, Metropolis et LSE Cities.

Relations avec les autres Conseils politiques :

- Les participant-e-s ont souligné le rôle important que jouent la gouvernance multiniveaux et l'accès à des financements suffisants dans la relance face à la Covid-19 et, par conséquent, dans l'atteinte des agendas des autres Conseils politiques de CGLU, en particulier les Conseils politiques sur **Opportunités pour tou-te-s** et **Mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain**.
- Pour garantir la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain, par exemple, il faut non seulement que tous les acteurs concernés disposent de ressources suffisantes, mais aussi que tous les échelons de gouvernement coordonnent leur action afin de garantir une harmonisation des buts et des objectifs et des mécanismes de suivi et de rapport. Ceci souligne le lien direct entre ce Conseil politique et **l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux** et son mandat, qui est de porter les voix des collectivités territoriales dans le processus initié à Quito en 2016.
- Enfin, il est crucial de garantir que le système de base qui permet à tou-te-s d'avoir **accès à des opportunités** et aux services publics, en particulier en temps de crise, soit directement associé aux ressources dont disposent les collectivités territoriales.

Liens avec les processus internationaux qui se tiendront en 2021 :

- Les rapports entre les travaux de ce Conseil politique et les processus internationaux les plus importants ressortent clairement, et ont été renforcés avec la crise de la Covid-19. L'accès aux financements et la gouvernance multiniveaux sont et resteront au cœur des agendas mondiaux tels que **l'Agenda 2030** (en particulier **l'ODD 17**), **l'Agenda d'action d'Addis-Abeba (paragraphe 34)** et **le Nouvel Agenda urbain** parmi d'autres.
- Dans la perspective de cette année, trois arènes politiques mondiales méritent une attention particulière : le **Forum 2021 de l'ECOSOC sur le financement du développement** ; le **Forum politique de haut niveau de 2021** qui traitera notamment de la coopération, le partenariat et le financement en vue d'une croissance économique raisonnable ; et **l'examen des cinq années de mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain : Quito+5**.

Liens avec d'autres mécanismes de consultation :

- L'ordre du jour de ce Conseil politique est étroitement lié au **Fonds mondial pour le développement des villes** (FMDV). En sa qualité de mécanisme de consultation de CGLU en matière de finances locales, le **FMDV** génère des connaissances et des ressources utiles sur les mécanismes financiers innovants qui sont susceptibles de contribuer aux travaux de ce Conseil politique. La création d'espaces de dialogue concertés au niveau national entre les différentes parties prenantes a également été l'une des principales approches portées par le FMDV sur laquelle ce Conseil politique pourrait s'appuyer pour mener ses actions de plaidoyer auprès des instances nationales et internationales.
- Le renforcement de la capacité des collectivités territoriales en matière de développement local est également une priorité partagée par ce Conseil politique et le **groupe de travail de CGLU sur le renforcement des capacités et des institutions** (CIB). Le renforcement de l'autonomie fiscale locale est une condition préalable à l'accès des villes et des régions au financement externe pour investir dans des projets durables à long terme, et peut servir de base à la coordination des efforts entre le Conseil politique et le Groupe de travail CIB de CGLU.
- Enfin, il existe de fortes connexions possibles entre ce Conseil politique et le **Forum des régions**, notamment en termes de cohésion territoriale et de renforcement du continuum urbain-rural.

Liens avec les axes du Pacte pour l'avenir :

- Le Pacte pour l'avenir de CGLU s'appuiera sur trois axes : les personnes, la planète et le gouvernement. Au vu du travail du Conseil politique autour de la cohésion territoriale et de l'accès au financement, celui-ci pourrait être le mieux placé pour définir les contours de l'axe sur le **gouvernement** en renforçant l'idée qu'une relation symbiotique entre les différentes sphères de gouvernement peut promouvoir un environnement favorable à la réalisation de tous les objectifs fixés dans le pacte.